Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du CAP Pâtissier, veuillez visiter :
courscappatissier.fr/annales-sujets-et-corriges

CAP PÂTISSIER • CORRIGÉ DÉTAILLÉ

CAP Pâtissier, épreuve EP1

Session 2026 • Code sujet : **26-CAP-PAT-EP1** • Durée : **5 heures 30** • Coefficient : **8**

Sommaire

Cliquez sur une partie pour y accéder directement

1. Analyse juridique : qualification d’une relation de travail (4 questions) **Page 3**

2. Analyse managériale et stratégique : diagnostic, environnement et préconisations (4 questions) **Page 6**

3. Analyse économique et gestion commerciale : exploitation de données comptables et appréciation de l’activité (4 questions) **Page 9**

4. Ce qu’il faut retenir & Questions fréquentes (FAQ) (Synthèse & Q&A Examen) **Page 12**

Sujet officiel (PDF) : https://courscappatissier.fr/assets/annales/cap-patissier/Connaissance de l'entreprise et de son environnement économique, juridique et commercial/2026/CAP Pâtissier - Connaissance de l'entreprise et de son environnement économique, juridique et commercial - Session 2026 - 1-Sujet.pdf

1. Analyse juridique : qualification d’une relation de travail

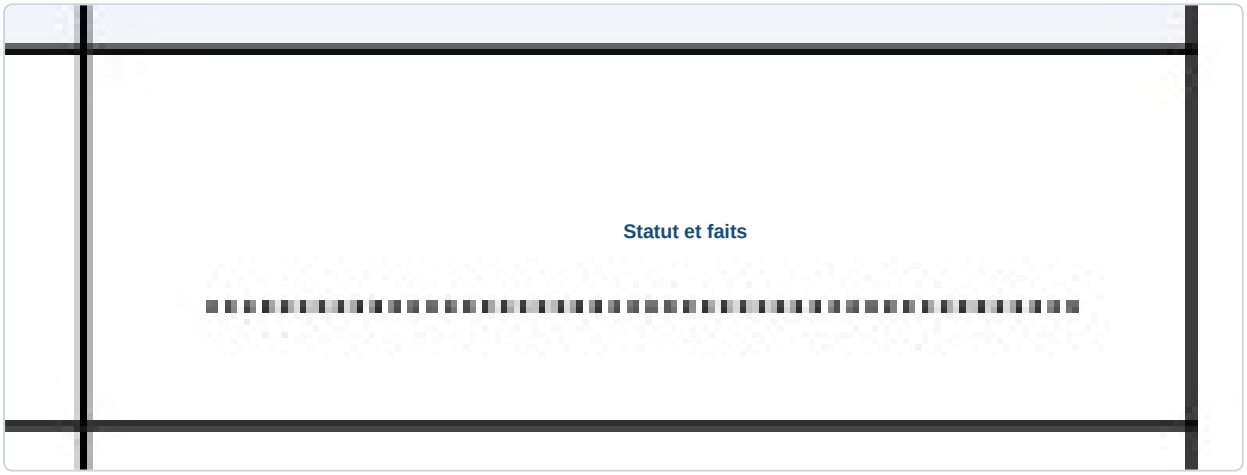
La Maison Sucrée des Brotteaux, entreprise fictive de pâtisserie à Lyon, fait appel à Amine, inscrit comme micro-entrepreneur, pour effectuer des livraisons. Il faut examiner si les modalités de travail, de contrôle et de sanction révèlent un lien de subordination susceptible de conduire à une requalification en contrat de travail.

Question 1.1. Relevez et qualifiez juridiquement les faits utiles pour examiner le statut d’Amine. Distinguez les éléments relatifs à son inscription comme indépendant de ceux portant sur les conditions réelles d’exécution de son activité.

Éléments relevés	Qualification juridique
Amine est inscrit comme micro-entrepreneur et facture chaque mois ses prestations.	Statut déclaré d’indépendant : présomption de non-salariat.
Depuis huit mois, il travaille du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h. La responsable fixe les tournées et leur ordre, fournit le véhicule, contrôle les horaires et a donné deux avertissements. Amine porte une tenue au nom de l’entreprise et doit prévenir en cas d’impossibilité.	Conditions d’exécution pouvant révéler un encadrement et un lien de subordination.

L’immatriculation et la facturation relèvent du statut formel ; les autres faits doivent être appréciés concrètement pour déterminer son autonomie réelle.

DR 1, qualification des faits



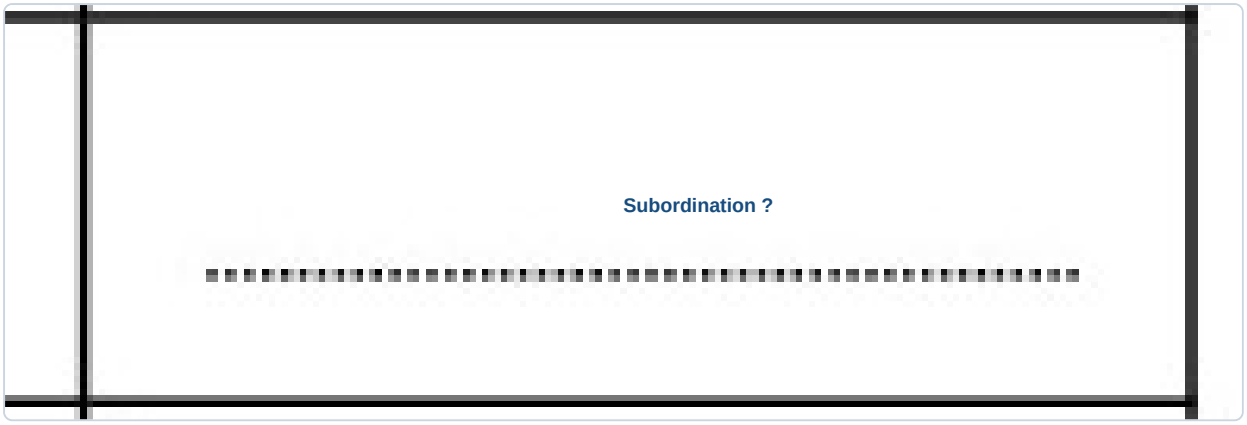
✓ RÉPONSE À RETENIR

Statut déclaré indépendant, mais conditions réelles d’activité comportant plusieurs indices de subordination.

Question 1.2. Formulez le problème de droit soulevé par cette situation sous la forme d’une question.

Amine est immatriculé comme micro-entrepreneur, mais la société organise et surveille ses livraisons et lui a adressé des avertissements. La qualification de la relation dépend donc de la réalité des conditions de travail, et non seulement du statut indiqué par les parties. La question de droit est la suivante : les faits établissent-ils un lien de subordination malgré son immatriculation ?

DR 1, problème de droit



✓ RÉPONSE À RETENIR

Les conditions réelles d'activité d'Amine peuvent-elles caractériser un lien de subordination malgré son statut de micro-entrepreneur ?

Question 1.3. Présentez la règle de droit applicable en vous appuyant sur les extraits du DT 1 et sur le principe rappelé dans le DT 2. Précisez les critères permettant de caractériser un lien de subordination.

1. L'article L. 8221-6 du Code du travail présume qu'une personne régulièrement immatriculée n'est pas liée par un contrat de travail au donneur d'ouvrage. Cette présomption peut être renversée si les conditions concrètes révèlent une subordination juridique permanente.
2. Selon l'arrêt de la Cour de cassation du 13 novembre 1996, le lien de subordination existe lorsque l'employeur peut donner des ordres et directives, contrôler leur exécution et sanctionner les manquements.
3. L'immatriculation ou le nom donné à la relation ne suffit donc pas à écarter un contrat de travail. Il faut examiner l'ensemble des faits, notamment l'autonomie dans l'organisation de l'activité et le choix des moyens.

DR 1, règle applicable



✓ RÉPONSE À RETENIR

La subordination se caractérise par les pouvoirs de direction, de contrôle et de sanction, appréciés au regard des faits.

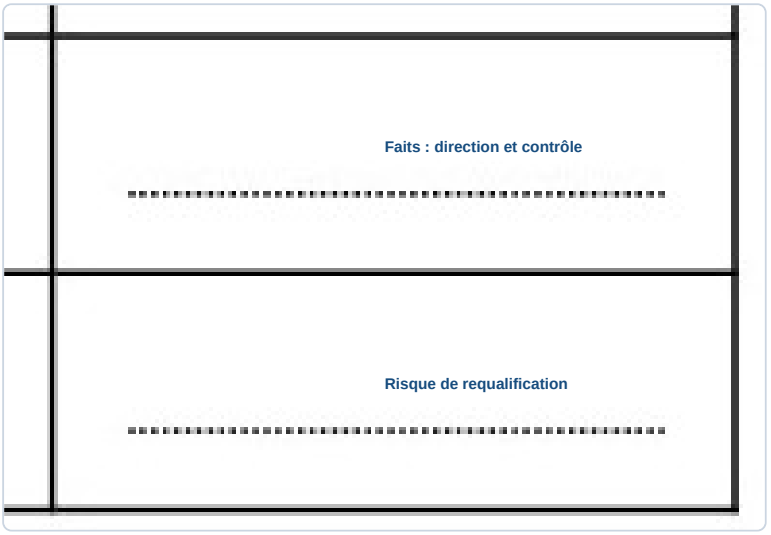
Question 1.4. Appliquez cette règle aux faits et concluez, de manière motivée, sur le risque de requalification de la relation entre Amine et la société en contrat de travail. Reliez chaque critère pertinent à un fait précis du dossier.

La responsable donne des directives : elle fixe les horaires et transmet les adresses ainsi que l'ordre des livraisons. Elle contrôle le travail en vérifiant les horaires de livraison et sanctionne les retards par deux avertissements écrits. Le véhicule fourni, la tenue au nom de l'entreprise et l'obligation de prévenir en cas d'absence réduisent aussi l'autonomie d'Amine.

- L'inscription comme micro-entrepreneur et la facturation mensuelle appuient le statut indépendant, mais ne neutralisent pas les indices tirés des conditions réelles.
- La régularité des horaires, du lundi au vendredi pendant huit mois, renforce l'hypothèse d'une organisation imposée.

Ces éléments font apparaître un risque important de requalification en contrat de travail, sans que celle-ci soit automatique : la qualification dépend de l'appréciation de l'ensemble des faits.

DR 1, application et conclusion



✓ RÉPONSE À RETENIR

Risque important de requalification : ordres, contrôle des livraisons, avertissements et autonomie réduite.

2. Analyse managériale et stratégique : diagnostic, environnement et préconisations

La direction veut consolider le développement de la Maison Sucrée des Brotteaux en tenant compte de ses ressources, de son positionnement et de l'évolution du marché. Les analyses doivent s'appuyer sur les documents du dossier, prendre en compte les risques liés à l'organisation du travail et justifier chaque constat ou préconisation par un élément précis.

Question 2.1. Réalisez un diagnostic SWOT de l'entreprise en indiquant au moins deux forces, deux faiblesses, deux opportunités et deux menaces. Classez chaque élément dans la bonne catégorie et justifiez-le par les documents.

Le SWOT distingue les facteurs internes, forces et faiblesses, des facteurs externes, opportunités et menaces. Les éléments du tableau sont justifiés par les données commerciales, financières et organisationnelles du dossier.

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Savoir-faire artisanal ; offre de saison.	Organisation du travail du livreur à sécuriser ; résultat d'exploitation en baisse, de 60 000 € à 45 000 €.	Commandes locales en ligne en hausse de 9 % ; marché local estimé à 6 000 000 €.	Coût du cacao en hausse de 18 % ; risque juridique en cas de requalification du livreur.
Vente en boutique et en ligne ; chiffre d'affaires en hausse, de 840 000 € à 900 000 €.	Coût des ventes en hausse, de 420 000 € à 495 000 €.	Développer les ventes auprès d'une clientèle locale déjà présente sur le marché.	La hausse des coûts peut accentuer la baisse de rentabilité.

Le savoir-faire, les canaux et les résultats relèvent de l'interne. La demande en ligne, le marché estimé et le coût du cacao sont des facteurs externes. La taille du marché reste une estimation, non une statistique officielle.

SWOT complété



✓ RÉPONSE À RETENIR

Forces : savoir-faire, offre saisonnière et canaux diversifiés. Faiblesses : organisation du livreur et rentabilité en recul. Opportunités : essor des commandes en ligne. Menaces : hausse du cacao et exposition juridique.

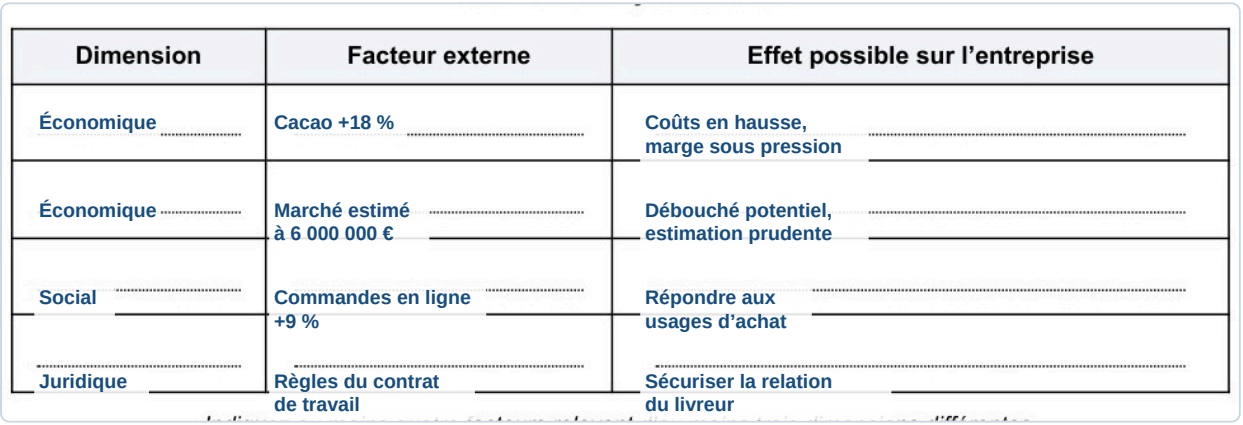
Question 2.2. Présentez une analyse PESTEL de l'environnement de l'entreprise. Identifiez quatre facteurs externes appartenant à au moins trois dimensions différentes et expliquez brièvement leur effet possible sur l'activité.

Le PESTEL analyse les facteurs externes. Le dossier fournit des éléments économiques, sociaux et juridiques ; la hausse des commandes en ligne traduit ici une évolution des usages des clients, plutôt qu'un changement technologique documenté.

Dimension	Facteur externe	Effet possible sur l'entreprise
Économique	Coût d'achat du cacao en hausse de 18 %.	Hausse des coûts de production et pression sur la marge.
Économique	Marché local estimé à 6 000 000 €.	Débouché potentiel, à considérer avec prudence puisque la donnée est estimative.
Social	Commandes locales en ligne en hausse de 9 %.	Possibilité de répondre à une évolution des habitudes d'achat.
Juridique	Règles encadrant le contrat de travail et le lien de subordination.	Une requalification peut exposer l'entreprise si la relation de travail est mal qualifiée.

Ces facteurs peuvent peser sur les coûts, ouvrir des débouchés et imposer une sécurisation des pratiques d'emploi.

PESTEL complété



✓ RÉPONSE À RETENIR

Facteurs clés : hausse du coût du cacao, demande en ligne croissante, marché local estimé et règles juridiques encadrant le travail.

Question 2.3. Analysez le choix de positionnement de l'entreprise, qui associe fabrication artisanale, offre de saison et vente en ligne. Montrez en quoi ce choix peut constituer une réponse à l'évolution du marché, tout en identifiant une limite ou un risque.

La fabrication artisanale différencie l'entreprise et valorise son savoir-faire. L'offre de saison renouvelle les produits et peut attirer une clientèle recherchant des pâtisseries adaptées aux périodes de l'année. La vente en ligne répond à l'évolution du marché : les commandes locales sur ce canal ont progressé de 9 % en un an.

L’association des trois choix combine différenciation et accessibilité commerciale, en complément de la boutique. Une limite est la hausse de 18 % du coût du cacao, qui peut réduire les marges ; les ventes en ligne exigent aussi une organisation fiable des commandes et des livraisons.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Positionnement cohérent avec la progression des commandes en ligne, mais à piloter pour préserver les marges et assurer des livraisons fiables.

Question 2.4. Formulez deux préconisations opérationnelles pour la direction : l’une portant sur la sécurisation de l’organisation du travail et l’autre sur le développement commercial. Justifiez chacune d’elles par un élément du diagnostic.

Deux actions répondent aux risques internes et à l’évolution du marché.

1. **Sécuriser l’organisation du travail :** examiner les conditions réelles d’activité d’Amine. Si directives, contrôle et sanctions persistent, formaliser une relation salariée ; s’il reste indépendant, lui garantir une réelle autonomie dans l’organisation de ses tournées. Les horaires imposés, le véhicule de l’entreprise et les avertissements écrits rendent cette vérification prioritaire.
2. **Développer le commerce en ligne :** renforcer la visibilité des commandes numériques et proposer des offres saisonnières. Cette action s’appuie sur la hausse de 9 % des commandes en ligne et le savoir-faire artisanal ; suivre les coûts face à la hausse du cacao pour préserver les marges.

> **✓ RÉPONSE À RETENIR**
>
> Vérifier les conditions réelles de travail d’Amine et ajuster l’organisation à son statut ; développer les commandes en ligne et les offres saisonnières en suivant les coûts.

3. Analyse économique et gestion commerciale : exploitation de données comptables et appréciation de l'activité

Le dossier donne les chiffres d'affaires, les coûts des ventes assimilés aux charges variables et les charges fixes de l'entreprise pour 2024 et 2025, ainsi que des estimations du marché local. Il faut réaliser des calculs de gestion, en présenter les opérations et interpréter les résultats en respectant les arrondis demandés.

Question 3.1. Calculez l'évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025, en valeur puis en pourcentage. Présentez le calcul et interprétez le résultat.

Le chiffre d'affaires passe de 840 000 € en 2024 à 900 000 € en 2025. L'évolution en valeur est : 900 000 - 840 000 = 60 000 €. Le taux d'évolution rapporte cette hausse au chiffre d'affaires de départ : (60 000 ÷ 840 000) × 100 = 7,1 % après arrondi au dixième. Le chiffre d'affaires a donc progressé de 60 000 €, soit environ 7,1 % entre les deux exercices.

Évolution du chiffre d'affaires

Indicateur	Calcul	Résultat et interprétation
Évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025	.....	+60 000 € ; +7,1 % .....
Marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Taux de marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Seuil de rentabilité 2025	.....	.....
Marge de sécurité 2025	.....	.....
Part de marché estimée en 2025	.....	.....

À compléter par le candidat

✓ RÉPONSE À RETENIR

Hausse de 60 000 €, soit 7,1 % entre 2024 et 2025.

Question 3.2. Pour 2025, calculez la marge sur coûts variables, puis son taux par rapport au chiffre d'affaires. Indiquez la formule utilisée.

La marge sur coûts variables (MCV) est le chiffre d'affaires diminué des charges variables. Le coût des ventes étant assimilé aux charges variables, la MCV 2025 est : 900 000 - 495 000 = 405 000 €.

Le taux de MCV se calcule ainsi : (MCV ÷ chiffre d'affaires) × 100, soit (405 000 ÷ 900 000) × 100 = 45,0 %. Chaque euro de chiffre d'affaires contribue donc à hauteur de 0,45 € à la couverture des charges fixes et au résultat.

Marge sur coûts variables 2025

Indicateur	Calcul	Résultat et interprétation
Évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025	.....	.....
Marge sur coûts variables 2025	.....	405 000 € .....
Taux de marge sur coûts variables 2025	.....	45,0 % .....
Seuil de rentabilité 2025	.....	.....
Marge de sécurité 2025	.....	.....
Part de marché estimée en 2025	.....	.....

À compléter par le candidat

✓ **RÉPONSE À RETENIR**

MCV 2025 : 405 000 € ; taux de MCV : 45,0 %.

Question 3.3. Calculez le seuil de rentabilité 2025 à partir des charges fixes et du taux de marge sur coûts variables. Indiquez si le chiffre d'affaires réalisé dépasse ce seuil et calculez la marge de sécurité en euros.

Seuil de rentabilité : charges fixes ÷ taux de MCV = 360 000 ÷ 0,45 = 800 000 €.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2025, 900 000 €, dépasse ce seuil. La marge de sécurité est la différence entre ces deux montants : 900 000 - 800 000 = 100 000 €. L'entreprise a ainsi réalisé 100 000 € de chiffre d'affaires au-delà du seuil nécessaire pour couvrir ses charges.

Seuil de rentabilité et marge de sécurité

Indicateur	Calcul	Résultat et interprétation
Évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025	.....	.....
Marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Taux de marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Seuil de rentabilité 2025	.....	800 000 € .....
Marge de sécurité 2025	.....	100 000 € .....
Part de marché estimée en 2025	.....	.....

À compléter par le candidat

✓ **RÉPONSE À RETENIR**

Seuil de rentabilité : 800 000 € ; marge de sécurité : 100 000 €.

Question 3.4. À partir du chiffre d'affaires 2025 et de la taille du marché local estimée dans le DT 3, calculez la part de marché de l'entreprise. Interprétez ce résultat avec prudence au regard de la nature estimative de la donnée de marché.

La part de marché estimée se calcule en divisant le chiffre d'affaires de l'entreprise par celui du marché local, puis en multipliant par 100 : (900 000 ÷ 6 000 000) × 100 = 15 %.

Selon les données du dossier, l'entreprise représente environ 15 % du marché local estimé de la pâtisserie artisanale en 2025. Ce résultat reste indicatif : la taille du marché est une estimation communiquée pour le cas et non une statistique officielle.

Part de marché estimée en 2025

Indicateur	Calcul	Résultat et interprétation
Évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025	.....	.....
Marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Taux de marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Seuil de rentabilité 2025	.....	.....
Marge de sécurité 2025	.....	.....
Part de marché estimée en 2025	.....	15 % estimés .....

À compléter par le candidat

✓ RÉPONSE À RETENIR

Part de marché estimée en 2025 : 15 %.

Ce qu'il faut retenir de ce sujet (Session 2026)

Bilan de l'épreuve : Session 2026, code 26-CAP-PAT-EP1, durée 5 heures 30, coefficient 8. L'épreuve EP1 porte officiellement sur le tour, les petits fours secs et moelleux et les gâteaux de voyage. Le dossier fourni est une situation intégrée de gestion appliquée, et non le sujet complet de l'EP1. Il étudie une pâtisserie fictive et évalue le raisonnement juridique, le diagnostic stratégique et les calculs de gestion.

Notions-clés, formules & règles à maîtriser

- Le lien de subordination s'apprécie selon les pouvoirs de donner des ordres et directives, de contrôler le travail et de sanctionner les manquements.
- La qualification d'une relation dépend des conditions réelles d'exécution, même si la personne est immatriculée comme travailleur indépendant.
- Marge sur coûts variables = chiffre d'affaires - charges variables ; taux = marge sur coûts variables / chiffre d'affaires.
- Seuil de rentabilité = charges fixes / taux de marge sur coûts variables ; marge de sécurité = chiffre d'affaires - seuil de rentabilité.

Points de vigilance & attentes du jury

- En droit, distinguer l'immatriculation d'Amine des faits relatifs aux ordres, au contrôle, aux sanctions et à son autonomie.
- Pour le SWOT, distinguer les éléments internes des facteurs externes et justifier chaque élément par le dossier.
- Pour le PESTEL, présenter au moins quatre facteurs externes relevant d'au moins trois dimensions et expliquer leurs effets possibles.
- Présenter les opérations et unités, respecter les arrondis et rappeler que les données de marché sont estimatives.

Questions fréquentes sur cette épreuve (Q&A Examen)

Q : Comment structurer la réponse juridique sur le statut du livreur ?

Suivez le syllogisme juridique : qualifiez les faits, formulez le problème de droit, exposez la règle applicable, puis reliez chaque critère aux faits précis avant de conclure de manière motivée.

Q : Comment calculer le seuil de rentabilité avec les données du sujet ?

Calculez d'abord la marge sur coûts variables, puis son taux en la divisant par le chiffre d'affaires. Divisez ensuite les charges fixes par ce taux exprimé en valeur décimale.

Q : Combien de temps consacrer à ce dossier de gestion ?

La durée officielle affichée est de 5 heures 30 pour l'épreuve EP1. Le dossier répartit ses 20 points entre trois parties, mais ne précise pas de durée particulière pour chacune.

Q : Que faut-il montrer pour répondre aux critères de notation ?

Pour les calculs, indiquez la formule, les données utilisées, les opérations, les résultats avec leurs unités et l'interprétation demandée. Pour les analyses, justifiez les éléments par des faits précis du dossier.

Sujet officiel associé (PDF) : https://courscappatissier.fr/assets/annales/cap-patissier/Connaissance de l'entreprise et de son environnement économique, juridique et commercial/2026/CAP Pâtissier - Connaissance de l'entreprise et de son environnement économique, juridique et commercial - Session 2026 - 1-Sujet.pdf
Ressources CAP Pâtissier : Toutes les annales & corrigés • Fiches de révision complètes • Simulateur de notes d'examen

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.